

**GENOLIER****La clinique innove dans le traitement des cancers**

Dans certains types de cancers du sein précoces, un appareil irradie la zone affectée durant l'opération. **PAGE 9**

# RÉGION

**NYON** Le syndic fait l'objet de nombreuses critiques pour sa discrétion dans le dossier Novartis. Il s'en défend et se profile comme «médiateur» dans le conflit.

## Daniel Rossellat, le grand absent

LUCA DI STEFANO

ldistefano@lacote.ch

«Franchement, il n'aurait pas pu passer?» demande Nicola Mirra, membre de la commission du personnel. On dirait qu'il s'en fout, il pourrait au moins afficher son soutien.» «Il», c'est Daniel Rossellat, syndic de Nyon, dont la position est considérée comme «floue» et «surprenante» depuis que les rendez-vous qui émaillent la tentative de sauver le site de Nyon-Prangins s'enchaînent. Sans lui.

Récemment, tandis qu'un défilé des employés de Novartis se terminait par une rencontre avec les syndicats et les municipalités de la région, une voix s'élevait du public: «où est Daniel Rossellat?». Quelques jours avant, lors de la formation d'un comité de soutien dans les locaux nyonnais d'Unia, le numéro deux de la Municipalité, Claude Dupertuis, excusait l'absence du syndic. Quant aux grévistes rassemblés dans la salle communale de Perdtemps mercredi, ils n'ont reçu ni visite, ni message de soutien de Daniel Rossellat.

**Présence médiatique**

Samedi 12 novembre, alors que la manifestation nyonnaise faisait la une de tous les médias, Daniel Rossellat apparaissait en direct lors du Journal de 12h45 de la TSR. Il y défendait alors les emplois et affichait sa détermination. En réalité, le syndic n'avait pas participé au cortège qui réunissait le personnel de Novartis, des politiques de tout bord et une foule d'anonymes venus apporter leur soutien.

Par ailleurs, divers acteurs de la région auraient directement

fait part de leur incompréhension au syndic tandis que les discours se suivaient sur la place du Château. Et à en croire les témoignages récoltés durant le rassemblement de mercredi, cette présence devant les caméras a fait bondir. D'autant plus que l'ensemble des personnalités politiques de la région avaient défilé dans les rues nyonnaises.

Depuis ce 25 octobre et la décision du géant bâlois de fermer le site de l'ancienne Zyma, le municipal et ex-délégué syndical Claude Dupertuis est logiquement intervenu dans ce dossier. En réalité, deux membres de la Municipalité ont été désignés pour prendre en charge l'affaire: Claude Dupertuis et Daniel Rossellat. «J'ai travaillé durant 30 ans sur le site de Nyon, je suis le prédécesseur de Celio Rodrigues (ndlr: le président actuel de la commission du personnel), il est donc normal que je m'engage», explique Claude Dupertuis.

Collégialité oblige, le popiste refuse de commenter l'absence du syndic, même s'il dit pouvoir «comprendre les remarques.» Même silence chez la syndique de Morges et députée Nuria Gorrite qui refuse de commenter «l'absence des autres». Le Conseiller national socialiste Eric Voruz s'étonne quant à lui de la retenue du patron de Paléo, d'autant plus que l'Exécutif cantonal a manifesté une détermination étonnante. «C'est la première fois que je vois le Conseil d'Etat se mouiller autant. Alors je ne comprends pas l'absence du syndic devant les salariés», dit-il interloqué.

Questionné au sujet de sa discrétion, le syndic Daniel Rossellat rappelle que, «première-



Dans cette affaire, Daniel Rossellat se pose en analyste. AUDREY PIGUET

ment, Novartis est sur le territoire de Prangins, c'est donc cette commune qui est l'interlocuteur naturel.» Puis, il définit son rôle comme celui d'«une sorte d'analyste qui n'est pas forcément sous les projecteurs, mais qui fait la partie discrète du travail». Dans ses activités privées, a-t-il des liens avec Novartis qui pourraient expliquer une telle volonté de ne pas s'afficher? «Absolument pas, il n'y a aucun lien direct ou indirect», certifie le syndic.

**«Je suis un médiateur»**

Finalement, Daniel Rossellat affirme passer un nombre incalculable de téléphones et œuvrer

### «De quel droit est-ce qu'il s'improvise médiateur? On ne lui a rien demandé hormis du soutien.»

notamment avec les autorités cantonales et ses collègues du Conseil régional. Puis, il se pose en «médiateur» à disposition du groupe de travail qui planchera dès la semaine prochaine sur l'avenir du site de Nyon-Prangins. Au sein de cette commission chargée d'analyser en profondeur la situation du site

et d'aboutir à un compromis figurent les représentants de Novartis, du Département fédéral de l'économie et de l'Etat de Vaud. «Il n'est pas impossible que j'y sois associé», soutient le syndic nyonnais.

Reste qu'une source engagée dans les négociations ne décolère pas: «de quel droit est-ce qu'il s'improvise médiateur? C'est aux travailleurs de désigner qui négocie pour eux. Nous, on ne lui a rien demandé hormis du soutien.»

Quant au conseiller d'Etat Philippe Leuba, à la question du rôle éventuel de médiation de Daniel Rossellat, il marque un silence puis apparaît interloqué: «médiateur de quoi?»

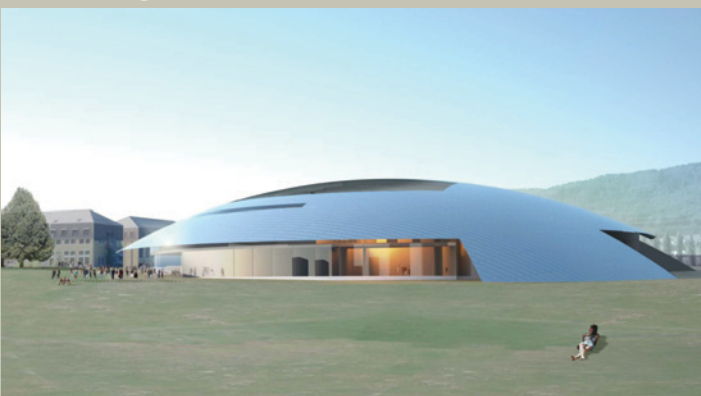


### Un syndic, à contre-courant

Depuis le début de l'affaire Novartis, Daniel Rossellat est à contre-temps, perpétuellement en décalage. L'esprit ailleurs, toujours à distance, comme s'il n'avait ni saisi ni ressenti l'ampleur du choc provoqué par l'annonce de la fermeture du site de Prangins. Il s'attribue un rôle de médiateur, alors que les employés attendent et réclament surtout de l'empathie, du soutien et de la présence de la part de l'ensemble des autorités locales. Non pas des absences excusées par d'autres. Les négociations se jouent à un niveau cantonal et fédéral.

Dans ce dossier, il paraît mal à l'aise. A plusieurs reprises, comme syndic, il a montré qu'il n'aimait pas les conflits, préférant retirer un préavis plutôt que de le défendre, d'aller vers la confrontation avec le Conseil communal. C'est aussi cela la politique!

Daniel Rossellat aurait pu se positionner comme le supersyndic du district et se profiler comme le leader charismatique de toute une région. Une occasion magnifique de déployer sa stature d'homme politique, puisque les portes du Conseil d'Etat semblent désormais définitivement fermées pour lui. Avec le cafouillage de sa candidature pour succéder à Jean-Claude Mermoud, on a l'inéluctable impression que l'état de grâce est terminé pour le syndic.

**EN IMAGE**

BERNARD TSCHUMI ARCHITECTS

**ROLLE****Une opposition pour le Carnal Hall du Rosey**

Le projet de learning center et salle de spectacle se concrétise pour l'institut du Rosey. En effet, la Municipalité a reçu une seule opposition contre la construction du Carnal Hall. Elle est l'œuvre de l'Association vaudoise pour la construction adaptée aux handicapés (AVACAH), qui demande que certains aménagements soient effectués. L'association souhaite que la salle de concert comprenne une installation d'écoute pour les malentendants, qu'une séance soit organisée avec les architectes pour que les aménagements nécessaires soient pris en compte et enfin qu'au minimum trois places de parking soient adaptées à l'usage des personnes handicapées. **LMO**

## GLAND Pose de la première pierre de l'éco-quartier de Communet-Borgeaud. Eikenøtt, un «quartier précurseur»

«C'est un quartier précurseur en la matière. Les autorités cantonales s'en réjouissent». Par ces mots, le conseiller d'Etat Philippe Leuba a salué, jeudi, la construction de l'éco-quartier baptisé Eikenøtt (qui signifie gland en norvégien), dont on posait symboliquement la première pierre en présence des constructeurs (Losinger Marazzi) et des autorités de la ville. Ce projet de «ville dans la ville» prévoit ainsi 432 logements pour environ 1200 habitants. Mais aussi des commerces et une crèche. Le tout sera livré par tranches de 2013 à fin 2014. Un ambitieux projet à 260 millions de francs.

Le syndic de Gland Gérald



Le conseiller d'Etat Philippe Leuba et Brito Rocha, qui travaille sur le chantier de Communet-Borgeaud. CÉLINE REUILLE

Cretegnny, dans son discours, a salué le travail effectué par le constructeur pour fédérer les propriétaires des différentes

parcelles, évitant ainsi «ce qui aurait pu être un fiasco urbanistique.»

Alors qu'un sanglier tournait

sur la broche pour le repas qui allait être servi aux convives, Philippe Leuba a repris: «l'Etat n'a pas pour vocation d'être un constructeur. Par contre il fait tout pour favoriser ces constructions. Et ce notamment par une gestion intelligente de l'espace.» Le conseiller d'Etat a également rappelé tout l'intérêt d'une telle construction dans une région qui connaît, malgré certaines récentes mauvaises nouvelles, un dynamisme économique impressionnant.

Après les discours, il fut alors temps d'emmancher la truelle et de mettre son casque de chantier pour poser pour les photographes en compagnie de Brito Rocha, qui travaille sur le chantier. **RH**